CHAPITRE 11

QCM

Réponse unique

1. **Quelle est la caractéristique principale des sociétés civiles ?**
b. La responsabilité illimitée et conjointe des associés.
2. **Qui est compétent pour régler les litiges concernant les sociétés civiles ?**
c. Le tribunal judiciaire.
3. **Quel est le régime de cession des parts dans une SCP entre associés ?**
a. Elle nécessite l'agrément des associés.
4. **Dans quel cas une société civile professionnelle obtient-elle la personnalité morale ?**
b. Lorsqu'elle est inscrite à l'ordre professionnel concerné.
5. **Quelle forme juridique est souvent utilisée pour la promotion immobilière ?**
b. La société civile de construction-vente (SCCV).

Plusieurs réponses possibles

6. **Quels sont les droits des associés dans une société civile ?**
a. Le droit de retrait.
c. Le droit au partage des bénéfices.
d. Le droit de poser des questions écrites au gérant.
7. **Quelles sont les obligations d'une SCP ?**
a. Obtenir une inscription à l'ordre professionnel pour obtenir la personnalité morale.
c. Soumettre les cessions de parts à l'agrément des associés.
8. **Quels sont les critères qui rendent obligatoire la nomination d'un CAC dans une société civile ?**
a. 1 550 000 € au total du bilan.
b. 50 salariés permanents en moyenne sur l'exercice.
d. 3 100 000 € de chiffre d'affaires HT.
9. **Les sociétés civiles immobilières (SCI) sont :**
a. régies par une réglementation spécifique du Code de la construction.
b. constituées pour gérer un patrimoine immobilier.
c. soumises au droit commun des sociétés civiles.
10. **Les conventions réglementées dans une société civile incluent :**
a. les conventions entre la société et son gérant.
b. les conventions entre la société et une autre société gérée par un associé indéfiniment responsable.

Réponse à justifier

11. **Dans une société civile, qu'implique l'*intuitu personae* ?**
a. La liberté totale de cession des parts sociales.

L'*intuitu personae* dans une société civile implique que les relations entre les associés sont basées sur la confiance personnelle, ce qui rend nécessaire l'accord des associés pour la cession des parts sociales.

12. Quel est le critère déterminant pour qu'une société civile soit soumise à l'obligation de nommer un commissaire aux comptes ?

b. Le total du bilan dépasse 1 550 000 €.

Une société civile doit nommer un commissaire aux comptes si elle dépasse deux des trois seuils suivants : total du bilan supérieur à 1 550 000 €, chiffre d'affaires supérieur à 3 100 000 €, ou plus de 50 salariés permanents.

13. Pourquoi la société civile de moyens (SCM) n'a-t-elle pas de clientèle propre ?

a. Parce qu'elle est formée entre professionnels libéraux qui mutualisent leurs moyens.

La SCM n'a pas de clientèle propre, car elle se limite à la mutualisation des moyens entre professionnels libéraux, sans exercer elle-même d'activité professionnelle.

14. Quelles sont les conséquences d'une révocation du gérant dans une société civile ?

b. Le remboursement des parts sociales du gérant révoqué.

La révocation d'un gérant dans une société civile n'entraîne pas la dissolution de la société, mais le gérant révoqué peut exercer un droit de retrait et demander le remboursement de ses parts.

15. Dans une SCP, comment la cession de parts à un tiers est-elle généralement encadrée ?

c. Elle nécessite l'agrément des associés à la majorité des trois quarts.

La cession de parts dans une SCP à un tiers nécessite généralement l'agrément des associés, souvent à la majorité des trois quarts, bien que les statuts puissent prévoir une majorité plus élevée ou l'unanimité.

Exercices

EXERCICE 1

Droit applicable

En matière de cession de parts sociales dans une société civile immobilière (SCI), les règles de cession sont encadrées par les statuts de la société et par les dispositions du Code civil. Le Code civil impose généralement l'agrément des autres associés pour toute cession de parts à un tiers, y compris un membre de la famille. Toutefois, les statuts peuvent prévoir des dispositions spécifiques, telles que la possibilité de céder librement des parts entre ascendants et descendants, ou exiger une majorité ou l'unanimité pour l'agrément de la cession.

Application aux faits

Julien, détenant 40 % des parts de la SCI, souhaite céder 20 % de ses parts à sa fille Camille. Pour que cette cession soit valide, il doit d'abord vérifier les statuts de la SCI. Si les statuts prévoient une liberté de cession entre ascendants et descendants, Julien pourra procéder à la cession sans autre formalité. Si les statuts exigent l'agrément des autres associés, Julien devra obtenir l'accord de Léa, qui détient 60 % des parts et pourrait donc refuser la cession ou poser des conditions. Si aucun accord n'est requis ou si Léa donne son accord, la cession pourra avoir lieu. Par ailleurs, cette cession doit être notifiée à la SCI et faire l'objet d'une mise à jour des statuts pour refléter la nouvelle répartition des parts sociales.

EXERCICE 2

Droit applicable

La nomination d'un commissaire aux comptes dans une SCP est obligatoire lorsque la société dépasse, à la clôture de l'exercice social, deux des trois seuils suivants fixés par le Code de commerce :

- un total de bilan supérieur à 1 550 000 € ;
- un chiffre d'affaires hors taxes supérieur à 3 100 000 € ;
- un effectif moyen de 50 salariés permanents.

Si ces seuils sont dépassés pendant deux exercices consécutifs, la nomination d'un CAC devient obligatoire.

Application aux faits

La SCP Juridis, ayant connu une forte croissance, doit examiner ses comptes pour déterminer si elle dépasse deux des trois seuils mentionnés. Si à la clôture de l'exercice, le total du bilan de la SCP dépasse 1 550 000 €, que le chiffre d'affaires hors taxes est supérieur à 3 100 000 €, ou si la société emploie plus de 50 salariés permanents, et ce pendant deux exercices consécutifs, la nomination d'un commissaire aux comptes devient obligatoire. Maître Dubois et Maître Lefèvre doivent donc vérifier ces seuils pour décider s'ils doivent nommer un CAC

pour se conformer à la législation en vigueur.

EXERCICE 3

Droit applicable

Le gérant a, en principe, les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, à condition de respecter l'objet social. Cependant, les statuts peuvent limiter ces pouvoirs ou exiger l'accord des associés pour certaines décisions, notamment pour des dépenses importantes ou non prévues. En l'absence de clauses limitatives, le gérant engage la société envers les tiers pour les actes entrant dans l'objet social.

Application aux faits

Clara, en tant que gérante de EcoTerra, dispose des pouvoirs pour agir au nom de la société, y compris pour l'achat de nouvelles machines agricoles, si cette décision entre dans le cadre de l'objet social de la société. Cependant, si les statuts de EcoTerra prévoient des limitations au pouvoir du gérant ou exigent l'accord des associés pour des achats importants, Clara aurait dû consulter Léon et Sophie avant de prendre cette décision. Si aucune clause des statuts ne limite les pouvoirs de Clara, sa décision de signer le contrat est juridiquement valable, même si elle a provoqué le mécontentement des autres associés. L'achat de nouvelles machines ne semble pas excéder l'objet social : la société est donc engagée. Néanmoins, si les associés estiment que l'acte apporté préjudice à la société, ils peuvent exercer en justice une action sociale afin de demander des dommages-intérêts.